

100 % libres  
...100 % vous !



**Alexandre GRILLAT**  
Secrétaire Général

**Madame Emmanuelle WARGON**  
Présidente  
Commission de Régulation de l'Énergie  
15, rue Pasquier  
75379 PARIS Cedex 8

Paris, le 16 mars 2026

*Objet : contribution de la CFE Énergies à la consultation publique relative aux modalités de mise en œuvre de la péréquation tarifaire gaz au 1<sup>er</sup> juillet 2026*

Madame la Présidente,

Seconde organisation syndicale représentative des salariés du secteur des industries électriques et gazières (IEG), la CFE Énergies est particulièrement attentive aux évolutions susceptibles d'affecter l'équilibre économique des gestionnaires de réseaux, la continuité du service public de l'énergie, ainsi que les conditions d'exercice des missions assurées par les salariés des IEG.

La consultation ouverte par la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) relative à la mise en place d'un mécanisme de péréquation tarifaire entre GRDF et les entreprises locales de distribution (ELD) intervient dans un contexte de transformation profonde du système énergétique français.

Il convient toutefois de rappeler que la réflexion engagée par la CRE s'inscrit dans un cadre largement défini en amont par le législateur. Les orientations relatives à la mise en place d'un mécanisme de péréquation nationale entre gestionnaires de réseaux gaziers ont en effet été actées par le Parlement dans le cadre des évolutions législatives intervenues au début de l'année 2026. Ces dispositions ont fixé les principes généraux du dispositif et en ont encadré les modalités essentielles.

En effet, la loi de finances pour 2026 a acté le principe même de la péréquation tarifaire nationale, sa date d'entrée en vigueur ainsi que le rôle de GRDF comme opérateur chargé du mécanisme de compensation. Dans le même temps, plusieurs décisions récentes de la CRE – notamment la délibération du 20 février 2026 relative aux trajectoires économiques des ELD à tarif spécifique – ont déjà arrêté des éléments essentiels de l'équilibre financier des opérateurs concernés.



Ces décisions ont notamment fixé :

- les trajectoires de charges d'exploitation reconnues pour la période tarifaire 2026-2029 ;
- les charges de capital et la rémunération des actifs des réseaux ;
- les hypothèses de volumes et de points de livraison servant de base au calcul des recettes tarifaires ;
- les modalités d'apurement du CRCP et les mécanismes de régulation incitative ;
- les trajectoires d'investissement retenues pour les gestionnaires de réseaux concernés.

Autrement dit, une partie importante de l'architecture économique du système est déjà déterminée.

La consultation actuelle porte donc principalement sur les modalités techniques de mise en œuvre de la péréquation et sur les mécanismes d'articulation entre les trajectoires financières existantes et le futur tarif national.

Dans ces conditions, la CFE Énergies aborde cette consultation avec lucidité. Nous savons que son objet n'est pas de redéfinir les choix fondamentaux déjà actés par la loi et par la régulation, mais d'en préciser les modalités d'application.

Pour autant, il apparaît important que le moment d'échange offert par cette consultation permette d'expliciter les enjeux économiques, industriels et sociaux associés à cette évolution. Car au-delà de l'ajustement tarifaire proposé, la réforme révèle des transformations plus profondes du système énergétique et du modèle économique des gestionnaires d'infrastructures énergétiques.

Dans cet esprit, la CFE Énergies souhaite contribuer au débat en analysant à la fois les bénéfices immédiats du mécanisme proposé et les questions structurelles qu'il soulève pour l'avenir des réseaux énergétiques.

## **1. Une réforme qui répond à des enjeux réels de cohésion territoriale**

La mise en place d'un mécanisme de péréquation tarifaire nationale constitue, à court terme, une réponse pragmatique à plusieurs difficultés identifiées dans le système actuel.

Elle permet en particulier de réduire les écarts tarifaires entre territoires, de sécuriser l'équilibre économique de certaines entreprises locales de distribution et de maintenir une certaine égalité d'accès au service public de l'énergie pour les consommateurs. La mutualisation nationale contribue également à préserver la présence de réseaux gaziers dans des territoires où les coûts d'exploitation sont structurellement plus élevés.

Sous cet angle, la réforme s'inscrit dans une tradition française de solidarité énergétique organisée à l'intérieur même du système tarifaire, comparable à celle qui existe de longue date dans le secteur électrique.

## **2. Une mutualisation qui ne doit pas masquer les évolutions structurelles du système gazier**

Toutefois, si les bénéfices immédiats de cette réforme sont réels, elle soulève également des interrogations plus profondes sur l'évolution du modèle économique des réseaux gaziers.

Le mécanisme proposé repose en grande partie sur une mutualisation au sein de la clientèle du principal gestionnaire de réseau, qui constitue aujourd'hui la base contributrice la plus large du système. Cette logique est compréhensible d'un point de vue assurantiel, mais elle implique que l'équilibre du dispositif repose durablement sur cette base de consommateurs. Or la régulation elle-même intègre désormais l'hypothèse d'une baisse progressive des volumes de gaz distribués et, potentiellement, du nombre de clients raccordés. Dans un système où les coûts de gestion des infrastructures sont majoritairement fixes voire en hausse, la contraction de l'assiette tarifaire constitue un enjeu central pour la soutenabilité économique des réseaux.

Dans ce contexte, la péréquation apparaît davantage comme un mécanisme d'ajustement interne que comme une réponse aux transformations structurelles du système énergétique.

## **3. Des enjeux d'acceptabilité et de visibilité pour les consommateurs**

Pour les consommateurs raccordés au réseau de GRDF, la réforme peut se traduire par une évolution tarifaire modérée prise isolément, mais qui s'inscrit dans un contexte plus large d'augmentation des coûts énergétiques.

La question de l'acceptabilité tarifaire ne peut donc être ignorée. Elle suppose une transparence complète sur les mécanismes mis en œuvre et sur les facteurs réels d'évolution des tarifs, afin d'éviter que la solidarité territoriale soit perçue comme une charge opaque ou injustifiée.

## **4. Des implications importantes pour les salariés et les opérateurs**

La réforme confère également un rôle central au principal gestionnaire de réseau dans l'équilibre global du système. Cette position peut être interprétée comme une reconnaissance institutionnelle de sa fonction structurante au sein du système gazier.

Mais elle fait également peser sur cet opérateur, et indirectement sur ses salariés, une responsabilité accrue dans la stabilité économique du dispositif. Toute tension tarifaire ou contestation du modèle pourrait ainsi se concentrer sur cet acteur, alors même que les transformations du système énergétique dépassent largement le seul périmètre du gaz.

Pour les salariés de la filière de distribution publique de gaz, la péréquation peut constituer un facteur de stabilisation à court terme. Elle ne saurait toutefois tenir lieu de stratégie industrielle pour l'avenir des réseaux, des métiers et des compétences.

## 5. La nécessité d'une réflexion plus large sur l'équilibre du système énergétique

Au-delà de la seule question tarifaire, la réforme intervient dans un contexte de transformation profonde du système énergétique français.

Les politiques publiques orientent fortement le développement des infrastructures électriques pour accompagner l'électrification croissante des usages, tandis que les réseaux gaziers sont appelés à évoluer pour intégrer les gaz renouvelables et, à plus long terme, d'autres vecteurs énergétiques.

Dans ce contexte, la question de la solidarité pourrait, peut-être, ne pas être envisagée uniquement à l'intérieur d'un seul vecteur énergétique. Elle pourrait être replacée dans une réflexion plus globale sur la répartition des coûts de transformation du système entre les différentes infrastructures énergétiques.

En conclusion, la CFE Énergies considère que le mécanisme de péréquation proposé peut constituer un outil utile pour préserver, à court terme, la cohésion territoriale et l'équilibre économique de certains réseaux de distribution de gaz.

Cette réforme ne doit pas être analysée isolément. Elle révèle plus largement les transformations en cours du système énergétique et la nécessité d'ouvrir un débat approfondi sur la soutenabilité économique des infrastructures, le rôle des différentes filières énergétiques et la répartition équitable des coûts de la transition.

Dans cette perspective, la CFE Énergies appelle à une approche transparente, systémique et équilibrée, prenant pleinement en compte les enjeux industriels, sociaux et territoriaux associés à l'évolution des réseaux énergétiques.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de notre considération distinguée.



Alexandre GRILLAT